

## CIVILISER LES ETATS-UNIS

\*\*\*

### Première partie – La dérive économique du monde

*(Analyse économique-politique du capitalisme planétaire)*

- (1) - Un capitalisme hétéroclite.
- (2) - La prépondérance des firmes multinationales
- (3) - Les fronts et les frontières du marché
- (4) - Les Etats perdent prise sur le marché
- (5) - Des pouvoirs internationaux sans grande prise sur le marché
- (6) - Le développement inégal, mais de quoi ?
- (7) - La dérive économique du monde

### Deuxième partie – Un monde en désarroi

*(Analyse politico-culturelle du capitalisme planétaire)*

- (8) – La turbulence des peuples
- (9) – L'inertie des cultures
- (10) – Embryons de société civile dans l'international
- (11) – Le monde comme idéologie
- (12) – La très inégale densité des Etats
- (13) – Les guerres excentrées
- (14) – Les "coopératives" d'Etats
- (15) – La superbe des Etats-Unis
- (16) – Les frontières et les fronts politico-culturels

### Troisième partie - Les périls du monde actuel

*(Explosions à craindre et réformes envisagées)*

- (17) - La machinerie du monde actuel.
- (18) - Un monde dénaturé ?
- (19) - Des crises d'un genre nouveau ?
- (20) - *La pax americana*
- (21) - Révoltes et révolutions
- (22) - Quelques garde-fous autour du marché ?
- (23) - Quelques boucliers, mais contre quoi ?
- (24) - Quelques avancées culturelles ?

### Quatrième partie - Civiliser les Etats-Unis

*(Une nouvelle stratégie, pour un monde moins désordonné)*

- (25) - L'erreur stratégique des Etats-Unis.
- (26) - La chance historique de l'Europe.
- (27) - Assoupir l'OTAN.
- (28) - Décentrer l'*Organisation Mondiale du Commerce*.
- (29) - Reconvertir le FMI.
- (30) - Accoucher l'Europe
- (31) - Revaloriser les progrès du 20<sup>e</sup> siècle.
- (32) - Promouvoir l'Etat stratège
- (33) - Civiliser les Etats-Unis.

### Troisième partie

## **LES PERILS DU MONDE ACTUEL**

### *(17) - La machinerie du monde actuel*

Le monde, en son entier, est aujourd'hui soumis à la suprématie militaire des Etats-Unis, riches d'alliances et de bases, de flottes navales, aériennes et satellitaires, d'armes téléguidées et d'espions omniprésents. L'Amérique latine est muselée par Washington qui protège ses classes dominantes; l'Italie, l'Allemagne et le Japon sont défaits et restent soumis depuis 1944-5; l'Europe occidentale et l'Asie orientale ont été corsetées ensuite; les espaces sous domination chinoise ou russe sont surveillés de fort près, même après leurs ralliements successifs des années 1980 ou 1990; quelques Indes et Insulindes sont tenues de façon plus indirecte; bref, la planète est entièrement contrôlée, exception faite de rares zones d'allure encore rebelle.

La supériorité économique et financière des Etats-Unis est tout aussi manifeste, mais elle n'atteint pas à la suprématie. Industrielles, commerciales ou financières, les firmes "multinationales" en sont le vecteur principal, même si leur maturation en d'autres pays est commencée. L'accumulation du capital - qui est le commun moteur de toutes ces firmes - rompt leurs positions monopolistiques par des regains concurrentiels, eux-mêmes générateurs de nouvelles concentrations, et ainsi de suite. Certes, aux Etats-Unis même, le militaire et l'économique s'épaulent réciproquement, l'un protégeant les ressources et les marchés de l'autre, cependant que l'autre stimule l'innovation technique. Qui plus est, les banques et les bourses américaines dominent la centralisation et la redistribution du capital à l'échelle mondiale. Pourtant, les entreprises s'alignent moins aisément que les armées et les états-majors. Que leurs stratégies soient d'entreprise ou de spéculation (n° 7), les "multinationales" se combattent sans cesse, fût-ce à fleurets mouchetés, ce qui est souvent interdit aux armées. La suprématie militaire tend à ordonner le monde, la compétition économique et financière y entretient un certain désordre, accentué par le très inégal développement du capitalisme d'un pays à l'autre (n° 6).

L'influence culturelle des Etats-Unis est à la mesure de leur richesse et de leur avance médiatique, mais elle est loin d'être générale, ni généralisable. Une évaluation positiviste de leur rayonnement mondial donne des résultats fort inégaux, selon que l'on prête attention à la radio-télévision ou à l'alimentation, au tourisme ou à l'habillement, aux loisirs ou à l'habitat, aux sports ou aux hopitaux, aux arts et lettres ou à la haute couture, etc. Inégaux dans la production des biens et des services qui matérialisent ou sous-tendent les activités culturelles, mais plus inégaux encore dans l'accueil qui leur est fait en chaque pays, selon la hauteur des barrières langagières, la diversité des cultures et la divergence des civilisations. Au reste, l'essentiel n'est sans doute pas là. Il tient au fait que les Etats-Unis, aussi fiers d'eux-mêmes qu'ils soient (n° 15) et aussi convoités comme paradis par les flux d'immigrants, sont néanmoins incapables de produire une idéologie globale, une *Weltanschauung*, qui

imprègnerait de plus en plus profondément le monde entier. Le monde comme idéologie demeure un magma superficiel (n°11), l'inertie des peuples non-américains n'en est guère modifiée (n° 9). La suprématie militaire et la supériorité économique n'ont pas de résonance idéologique, hormis un vernis de modernité. Les Etats-Unis sont enviés, craints ou haïs, beaucoup plus qu'ils ne sont admirés ou aimés, ce dont il faut juger en prêtant attention aux masses plus qu'aux élites, et aux peuples d'Asie et d'Afrique plus qu'à ceux de l'Europe ou de l'Amérique latine.

Pris dans le champ de forces des armées américaines, soumis aux contrecoups multiples des marchés labourés par les "multinationales" américaines et diversement attirés ou dérangés par l'américanisation culturelle, les Etats du monde entier doivent s'adapter à ces pressions complexes et aux soubresauts variés qu'elles provoquent dans leurs populations respectives. Beaucoup se soumettent, de bonne ou mauvaise grâce, soit à l'anglaise, par fidélité à de fluctuants liens spéciaux, soit de manière commune, comme il sied à tous les quémandeurs d'aide financière internationale. Les dégradés de ce vaste ensemble d'Etats soumis sont si changeants que la seconde catégorie ne s'en distingue, d'abord, que par des nuances presque insensibles. Toutefois, il est clair que plusieurs des Etats européens qui furent jadis de grandes puissances et certaines au moins des puissances nouvelles qui pointent en Asie ou même en Amérique latine ne se résignent pas à la soumission. Certaines tentent d'égaliser ou d'ignorer les capacités militaires américaines, d'autres, moins rares, s'efforcent de préserver quelques chances dans la compétition économique, beaucoup, enfin, s'arc-boutent sur les réticences culturelles de leurs populations - ou s'y trouvent contraintes par celles-ci - pour préserver leur autonomie. A l'occasion, des "coopératives" d'Etats (n° 14) ou des marges de manoeuvre offertes par diverses institutions internationales (n° 5) leur sont utiles à cette fin. Mais leur succès - toujours relatif et vulnérable - dépend surtout de l'habileté politique qui leur permet d'user - ou non - de leur densité propre (n° 12). De nouveau, une transition presque insensible sépare cette catégorie moyenne de celle des Etats profondément rebelles, même si leurs révoltes s'enroberaient de formes diplomatiques ou de patiences politiques. Les Etats qui, à la manière de la Corée du nord ou de l'Irak des premières années 2000, se drapent dans une opposition ouverte sont des plus rares, mais leur existence atteste d'un *continuum* de réponses politiques à la surpuissance américaine : la soumission, la compétition et la rébellion sont trois repères qui aident à juger des politiques étatiques, mais non trois positions stables où se tenir dans un monde en changement rapide.

Elles sont d'autant moins stables que les Etats sont soumis aux pressions multiples et souvent croissantes de leurs populations dérangées par les risques guerriers, secouées plus souvent encore par les fluctuations économiques mondiales et sollicitées par les offensives médiatiques, marchandes et autres d'une modernisation culturelle - réelle ou apparente. Dans ces pressions se mêlent, de façon souvent indiscernable, des aspirations politiques plus vastes que précises, des résistances de modes de production que la pression des "multinationales" frappe d'archaïsme (n° 1), des corporatismes de salariés ou de fonctionnaires aux missions et aux statuts fragilisés. Sous d'autres oripeaux encore, l'inertie des cultures qui est partout puissante se fait partout sentir. Ainsi, tous les fronts et frontières d'ordre économique, politique ou culturel (n° 3 et 16) peuvent être excités et s'envenimer de conflits qui les déplacent. Autrement dit, le monde actuel secoue plus que jamais les peuples qu'il assemble.

Ainsi résumées, les analyses des deux parties précédentes donnent une image complexe de la machinerie du monde actuel. Celle-ci n'a pas la naïve simplicité de "la locomotive du progrès" chère aux débuts du 20<sup>e</sup> siècle, ni du "rouleau compresseur de la mondialisation libérale" selon un cliché du 21<sup>e</sup> siècle naissant, parce qu'aucune norme unificatrice ne règle son assemblage. Aucune religion n'enveloppe ses diverses pièces, aucune idéologie politique

commune ne justifie les à-coups de l'ensemble, aucune espérance largement partagée n'annonce la venue d'un avenir meilleur, aucune patience n'est encouragée dans un monde de besoins stimulés, de misères et de luxes largement télévisés, de conflits ouverts ou sournois également médiatisés. Il faut donc s'attendre à ce que ce monde continue d'être secoué par de multiples explosions et à ce que les projets qui y germeront soient d'autant plus difficiles à concrétiser qu'ils auraient quelque envergure. Bref, les novations qui pourraient advenir et dont plusieurs sont d'ores et déjà supputables seront d'atteinte fort délicate.

Néanmoins il est indispensable de reconnaître les explosions potentielles et d'inventorier les projets qui germent, pour s'orienter dans le dédale d'une histoire qui est effectivement en voie de mondialisation, et pour y déceler les chances de novations plus radicales. Tant il est vrai qu'il n'est aucun vent favorable pour le navire dont la destination n'est pas fixée.

### (18) - *Un monde dénaturé ?*

Longtemps la Terre a semblé dépourvue d'histoire. Ses rythmes saisonniers et ses cataclysmes occasionnels ont imprégné la légende plus que la chronique. C'est seulement au cours des tout derniers siècles que les rares notations de quelques sociétés avancées, comme la Chine, ont fait place à une périodisation de la géologie planétaire et des fluctuations climatiques de longue durée. Mais ces savoirs mal assurés et peu répandus n'ont pas encore acquis une valeur prédictive à moyenne et longue échéance. Ainsi, les variations qui affectent présentement le climat sont imputées à des causalités récentes, sans qu'il soit facile de prouver qu'elles pourraient relever - en tout ou en partie - de fluctuations pluri-séculaires. Faute d'assurer la priorité de l'analyse scientifique sur les légendes et les théologies, notre monde se croit souvent dénaturé, c'est-à-dire coupable d'une violation des lois de la nature qui irait s'aggravant et qui pourrait mettre en péril l'existence des sociétés qui le composent. Peut-être ce péril est-il parfois frôlé de nos jours. Il le sera encore au cours des millions d'années qui nous séparent de la probable disparition de notre planète, mais hormis l'improbable collision de celle-ci avec une comète immaîtrisable, l'essentiel des questions que l'on peut légitimement se poser renvoie à des risques sociaux plus qu'à d'éventuelles catastrophes naturelles. Autrement dit, il faut écarter l'alibi que l'invocation de la nature offre aux déficits politiques des sociétés.

L'explosion démographique qui a atteint son intensité maximale vers le milieu du 20<sup>e</sup> siècle continuera de faire sentir ses effets pendant plusieurs décennies au moins. Elle ne sera pas freinée par l'épidémie de sida, ni vraisemblablement par les autres maladies auxquelles l'allongement de la durée de vie et surtout les recherches industrielles mal contrôlées pourront faire place. Sa prolongation dépendra principalement du rythme auquel les pays d'Afrique subsaharienne et du Proche et Moyen-Orient sauront, à leur tour, encourager une suffisante maîtrise de la natalité. Pourtant, à terme point trop lointain, les politiques suivies en matière d'immigration et de vieillesse dans les pays où les naissances équivalent à peine aux décès (Japon, Europe et Amérique du nord) ou même leur sont devenues inférieures (Russie, Allemagne, etc.) exerceront une influence croissante sur le reste du monde. En effet, l'adaptation des sociétés à une population stationnaire ou en régression posera des problèmes, certes différents de ceux que l'explosion démographique a pu poser, mais néanmoins complexes. Ainsi, en toute société et durablement, la composante démographique devra être prise en compte par toutes les actions politiques de quelque ampleur.

Il est probable que, durant un 21<sup>è</sup> siècle où la population mondiale pourrait s'élever de 6 à 10 ou 12 milliards, les problèmes alimentaires se résoudre de même façon qu'au 20<sup>è</sup> siècle : croissance des productions végétales et animales par de nouvelles mises en culture, mais surtout par irrigation, production en milieux artificiels plus sophistiqués que les serres et bassins piscicoles d'aujourd'hui, recours accru aux biotechnologies, etc. Cette perspective doit imposer une orientation prudemment audacieuse aux réflexions relevant de l'écologie politique, comme aux recherches et expérimentations scientifiques. L'actuelle querelle des OGM est un bon exemple à cet égard. Il ne s'agit certes pas de les prohiber par une prudence nourrie d'archaïsmes et de révérence sacramentelle envers "l'ordre naturel des choses", car les sélections et hybridations pratiquées de fort longue date par l'humanité se sont révélées bénéfiques, tout comme les utilisations massives d'engrais "artificiels" et de produits phyto-sanitaires, dès lors qu'une expérimentation bien contrôlée les a guidées. Les dérapages parfois scandaleux (comme la saturation des nappes phréatiques ou la réorientation des herbivores vers une alimentation carnée) ont été les effets d'un contrôle mal agencé pour plaire à des catégories électorales ou d'une expérimentation abandonnée à l'impatience des "multinationales" pharmaceutico-chimiques ou agro-alimentaires. Resserrer les précautions et contrôles, assurer la publicité de leurs résultats, sanctionner les infractions ou les ruses d'entreprises exportant vers des Etats de faible "densité" (n° 12) leurs activités périlleuses : telle devrait être la logique politique en vigueur aux confins de l'alimentation, de la science et de la politique. Pour le reste, on ne soulignera jamais assez que les famines et malnutritions du 20<sup>è</sup> siècle finissant, comme celles du 21<sup>è</sup> siècle ont été et seront dûes non à des déficits de production, ni même aux fréquentes défaillances du commerce, mais presque toujours à des politiques ineptes du fait des Etats incapables de gérer les crises alimentaires et délaissés par l'aide internationale; voire aux politiques criminelles, d'Etats - ou de révoltés les contestant - qui prennent pour cible les secours alimentaires. Sans exclusivité, l'Afrique des dernières décennies a été - et demeure - le terrain d'élection de cette "arme alimentaire".

La rareté que l'explosion démographique, jointe à l'expansion industrielle et urbaine, a provoquée est celle de l'eau potable. Non celle de l'eau, laquelle se fait sentir de l'Afrique subsaharienne à diverses autres régions désertiques, car les pluies et les océans offrent une ressource énorme et d'un volume global quasiment constant, mais bien celle de l'eau potable ou de l'eau de moindre qualité requise par divers usages industriels. La localisation des manques se modifie selon les aléas climatiques et, plus encore, en fonction de l'inégale densification de l'habitat ou des usages industriels et agraires, sans compter la demande accrue des sociétés en voie d'enrichissement. D'ores et déjà, l'industrie mondiale de l'eau a commencé de multiplier les stations d'épuration, les retenues et les pompages ou les entreprises de désalinisation de l'eau de mer, cependant que les concurrences et parfois les conflits entre Etats chevauchant les mêmes bassins fluviaux sont de moins en moins rares. Qui plus est, de vastes travaux de dérivation des eaux vers les régions arides s'esquissent, par exemple en Chine où le pompage du Yang Tse Kiang pour alimenter le Fleuve Jaune est sérieusement envisagé. Ce n'est là qu'un début, car les régions où la ressource locale devra être renforcée seront de plus en plus nombreuses, sauf à provoquer d'importants transferts de populations et d'activités. La fourniture d'eau ne sera pas qu'une industrie d'avenir, ce sera également un enjeu international d'importance croissante, y compris pour ce qui est des barrages de retenue et des travaux d'endiguement fluvial ou maritime, ces derniers étant eux-même stimulés par la périlleuse montée du niveau des mers que le réchauffement climatique laisse augurer. Un surcroît de guerres ou de coopérations répondra à cette évolution, selon les politiques appliquées par les Etats et par leurs "coopératives" (n° 14).

Tout comme l'eau, l'air est un bien naturel disponible à suffisance, dès lors que sa pollution locale, régionale et mondiale est correctement traitée. Or les pays de vieille industrialisation, à commencer par l'Angleterre, sont loin d'avoir éliminé tout le *smog* qu'ils ont inventé. La délocalisation de leurs usines a été le principal assainisseur de leur atmosphère. En de nombreux pays, les entreprises transférées et les créations nouvelles ont "mondialisé" les rejets délétères. En outre, la prolifération des camions et des automobiles et la multiplication des équipements de chauffage domestique ou urbain sont venues gonfler le volume des rejets atmosphériques, si bien que la pollution de l'air n'est plus un phénomène localisé, mais s'étend sur des continents entiers, au gré des vents dominants. Renforcée par les dégâts suraigus imputables aux essais d'armes et aux accidents des centrales nucléaires, ainsi qu'aux produits qui attaquent la couche d'ozone filtrant le rayonnement solaire, cette dégradation atmosphérique se traduit désormais par un réchauffement climatique qui ne pourra être stoppé, puis inversé, que par des décennies de dépollution méthodique. Les cycles millénaires du climat terrestre masqueront longtemps les progrès réels de cette réhabilitation. Bref, les traitements énoncés par le protocole de Tokyo (1971) dont la mise en oeuvre tarde devront être renforcés au plus vite, nonobstant les refus dont les Etats-Unis donnent un exemple stupide. Autrement dit, l'épuration de l'atmosphère est devenue un enjeu mondial.

Les énergies fossiles qui nourrissent actuellement l'industrie, les transports, l'urbanisation et le confort domestique causent des dégâts que le croît démographique et les efforts d'industrialisation vont continuer d'accroître. Heureusement, il s'agit là de ressources non renouvelables dont l'horizon ultime n'est pas très lointain, même s'il varie selon les combustibles et selon les régions du monde (annexe 4). C'est pourquoi le refus du nucléaire - qui devrait partout faire place à un durcissement des vigilances anti-accidents - perdra de sa vigueur. Quant à l'utilisation des énergies renouvelables (hydro-électricité, éoliennes, biomasse, solaire, etc.), elle sortira nécessairement de son actuelle médiocrité. La hantise du prochain après-pétrole se mêlant aux combats anti-pollution, il est évident qu'une transition technico-industrielle, déjà amorcée, écartera le risque d'une discontinuité majeure. Les enjeux politiques doivent être de hâter l'emploi d'énergies renouvelables et d'économiser les ressources fossiles qui sont des matières premières si riches d'utilisations fines qu'il est sot de les dilapider comme combustibles. Tous ces enjeux devraient conduire à un combat renforcé contre l'accaparement des rentes minières et pétrolières à des fins somptuaires ou spéculatives.

*Mutatis mutandis*, pour tous les minerais et métaux, comme pour tous les produits de l'agriculture, de l'élevage, du forestage, de la pêche et de la pisciculture, des réflexions analogues pourraient justifier des conclusions du même ordre qu'en matière énergétique. Le monde actuel gaspille les ressources naturelles par l'effet de politiques mal éclairées et mal orientées, c'est-à-dire par une prévalence automatiquement consentie au marché, au profit et à la tradition.

### (19) - Des crises économiques d'un genre nouveau

En matière économique, le 21<sup>e</sup> siècle a mal commencé. La bulle de la "nouvelle économie" a éclaté à New-York entraînant les bourses du monde entier. Depuis 2000, l'atonie économique s'est généralisée, hormis les pays à ce point "sous-développés" qu'ils ne peuvent subir déjà une crise conjoncturelle (n° 6) et les zones asiatiques où - à l'instar de la Chine - le capitalisme d'Etat demeure vivace. L'anémie de plusieurs grands pays aggrave cette crise de spéculation. Ainsi du Japon où, depuis 1990, le

surendettement des "multinationales" plombe les bilans de banques qui ne peuvent "perdre la face" en apurant massivement leurs créances douteuses, car les liens traditionnels de la banque, de l'industrie et du gouvernement inhibent les politiques radicales. Ainsi de l'Allemagne, également, où la réunification de 1991, à marche forcée contre les "séquelles du communisme", n'a pas permis d'opérer une réforme méthodique et où, par surcroît, le démontage, à l'Ouest, du capitalisme d'Etat hérité de la guerre, a quasiment rompu les liens étroits de la banque et de l'industrie qui avaient conforté le capitalisme dit rhénan. D'où la médiocrité des performances européennes, y compris en Suisse. A quoi s'ajoutent les craintes liées aux équipées militaires des Etats-Unis, craintes qui pourraient y convertir l'euphorie de consommation à crédit des années 1990, en dépression majeure d'un pays surendetté, à l'intérieur comme sur le plan international. En effet, des capitaux frais venus de l'étranger doivent équilibrer le déficit des échanges commerciaux américains; en 2002, ils ont atteint, en moyenne, 1,2 milliards de \$ *par jour*. Or le \$ ne peut être, à tout jamais, une valeur refuge pour les spéculations boursières (n° 7), d'autant que la crise de confiance qui secoue maintes "multinationales" américaines aux finances aventureuses, voire frauduleuses, s'accompagne, notamment en Amérique latine, d'implosions politico-financières, qui mettront le \$ à contribution, en Argentine, mais aussi en Colombie, au Venezuela et, peut-être, au Mexique et au Brésil.

Toutefois, il ne faut pas augurer de ce début médiocre qu'une crise générale du capitalisme se dessinerait. Des aléas spéculatifs ou conjoncturels et des évolutions structurelles aggravés par des dérapages politiques n'annoncent pas une maladie incurable, car le mode de production capitaliste a surmonté des épreuves plus graves. Ses principaux *built-in stabilizers* - pour reprendre une expression de Galbraith désignant les *pare-chocs* dont le capitalisme est équipé - survivent à l'actuelle régression du capitalisme d'Etat : poids des revenus peu dépendants de la conjoncture (armées, administrations, sécurité sociale et secours divers), investissements programmés sur de longues périodes (notamment dans certaines "multinationales"), subventions paysannes, aides internationales, etc. Même dans les Etats où le néo-libéralisme s'épanouit, des interventions parfois massives viennent encore stimuler l'économie, à commencer par les dépenses militaires américaines. Aucune catastrophe ne s'annonce donc, bien que la répétition des cycles économiques, aussi déformés soient-ils, demeure inéluctable car elle procède de la nature même du capitalisme. Une seule péripétie majeure pourrait démentir ce pronostic : une crise systémique de l'appareil international des banques et des bourses.<sup>1</sup>

Plusieurs transformations structurelles des activités bancaires et boursières expliquent ce risque nouveau. Les banques ne sont plus principalement des intermédiaires entre les déposants de capitaux et les emprunteurs de crédits : une part croissante de leurs prêts est financée au moyen de titres émis en bourse. Parallèlement, les frontières réglementaires qui séparaient les métiers de banque, de bourse et d'assurance ont été supprimées ou abaissées dans un nombre croissant de pays. Au delà du crédit, les banques sont les conseillers et les entremetteurs pour les fusions de firmes, les augmentations de capital, les introductions en bourse et toutes les autres opérations banco-boursières où les occasions de profits adventices sont fréquentes (ingénierie financière, paradis fiscaux, etc.), sans compter les délits d'initiés, les blanchiments d'argent sale et les fraudes fiscales qui fleurissent aux marges de ces opérations. En outre, les banques ne cessent d'inventer de nouveaux "produits" dérivés de leurs

---

<sup>1</sup> Voir l'article du *Groupe bancaire 2002* sur *Le monde des banques et des bourses*, *Hérodote*, n° 109 (2<sup>e</sup> trimestre 2003).

activités, pour couvrir à bon prix tous les risques imaginables de leurs clients et d'elles-mêmes, ce qu'elles réalisent en empilant une énorme pyramide internationale d'engagements entremêlés qu'elles fabriquent toutes ensemble, car elles ne peuvent évidemment protéger d'un risque financier quelconque qu'en le diluant dans un océan d'opérations de banque à banque (ou à assurance) dans lequel toutes les banques impliquées. D'où le risque systémique : toute incapacité majeure d'une banque quelconque à faire face, à bonne date, à l'un quelconque de ses engagements peut se répercuter sur d'autres banques et, de proche en proche, ébranler ou renverser tout le système bancaire mondial comme un banal château de cartes.

Les banques centrales des principaux pays, à commencer par le FRB (*Federal Reserve Board* des Etats-Unis) se tiennent à l'affût de ce risque, qu'il se manifeste en banque, en bourse, ou chez quelque autre intermédiaire financier de haut vol. Le cas échéant, elles mobilisent sans délai, par émission de monnaie additionnelle comme par rassemblement de crédits "commerciaux", les sommes énormes requises pour étayer l'édifice branlant. Plusieurs milliards de \$ ont ainsi été rassemblés et jetés dans la bataille le temps qu'il faut au cours des quinze dernières années, mais la masse requise à chaque fois a tendance à croître. Les concours à mobiliser pour venir en aide aux pays dont la monnaie s'effondre, les souscriptions requises pour éviter un krach boursier, les bouées de sauvetage à lancer vers les institutions en péril et d'autres improvisations de même nature sont déjà devenues monnaie courante, même si d'un cas à l'autre le coût final de ces secours se répartit différemment : souvent sur les populations des pays pauvres à monnaie fragilisée ou sur les contribuables des pays riches dont les fonds publics sont mis à contribution, et rarement sur les actionnaires, les spéculateurs et les autres créateurs du risque systémique.

Toujours est-il que ce risque, jusqu'ici maîtrisé, ne cesse de s'enfler et que, se greffant sur d'autres accidents économiques ou politiques, il peut devenir immaîtrisable, au détriment d'un ensemble de banques, de bourses ou de pays, voire en entraînant un effondrement quasi général des monnaies. D'autant que son propagateur principal est précisément l'appareil bancaire et boursier des Etats-Unis, piloté par le *New-York Stock Exchange* et le FRB de New-York, puisque ces institutions siègent au sommet du circuit mondial des capitaux (n° 2). Ainsi, l'économie mondiale a beau disposer de multiples secours, elle n'est bordée par aucun garde-fou financier, car aucune banque centrale-mondiale ne peut opérer comme prêteur en dernier recours et aucune autorité de contrôle - autre que la BRI qui se contente de centraliser l'information financière disponible - n'a vocation à surveiller et à punir les institutions défailtantes, ni à bannir les opérations dérapantes. Pour le plus grand péril de l'économie mondiale, le marché "auto-régulateur" est censé remplir ces fonctions.

D'ailleurs, l'éventuel effondrement systémique n'est que le sommet d'une pyramide de risques dont la fréquence va croissant. En effet l'appareil banco-boursier à peu près sans frontières (qui couvrirait dès aujourd'hui le monde entier, si l'Asie cessait de s'accrocher à ce qui subsiste chez elle de banque-à-l'ancienne et de capitalisme d'Etat) a d'ores et déjà pour conséquences le *risque pays*, le risque de délocalisation et la riche gamme des risques spéculatifs. Le *risque pays* - ainsi nommé par les banques - tient au fait que les capitaux librement entrés dans un pays quelconque, par souscriptions boursières ou par investissements directs dans l'économie locale, ne peuvent en ressortir librement, dans la monnaie qui convient à leur propriétaire, que dans la mesure où le pays considéré dispose de suffisantes réserves de change. Autrement dit, la libre convertibilité des monnaies et la liberté des transferts financiers internationaux sont des luxes pour pays

riches d'abondantes réserves et des pièges auxquels les autres pays n'échappent que par des blocages freinant ces transferts ou par la mendicité auprès du FMI. Celui-ci fait toujours supporter au pays dont la monnaie défaille le coût (énorme) de son ragaillardissement. Il abrite du *risque pays* les spéculateurs que sont les banques et bourses, ainsi que leurs clients, faute de quoi la cascade du risque systémique se déclencherait par suite des défaillances des spéculateurs "punis". Le *risque de délocalisation* - c'est-à-dire de dispersion des sites de production selon les risques économiques et politiques propres aux divers pays - est évidemment aggravé par les transferts financiers sans frontières et par l'assurance que procure le FMI à l'encontre des pays à monnaie défailante. Ainsi, à tout prendre, les stratégies de *spéculation* peuvent devenir plus rentables que les stratégies d'entreprise (n° 7), qu'il s'agisse d'aller-retour boursiers ou d'opérations plus complexes.

On le voit, le capitalisme de multinationales et de spéculateurs qui s'épanouit dans le monde actuel aggrave considérablement la dissymétrie entre le capital et le travail. L'extrême fluidité du premier a pour contrepartie la volatilité de l'emploi délocalisable, mais aussi le regain de l'émigration vers les pays où "il y a de l'emploi" - tels les pays du Golfe vus par les Pakistanais, Philippins, etc - mais aussi vers les régions riches où la misère est bien moindre que dans les contrées d'origine, que ces pays soient plutôt aspirateurs de main-d'oeuvre à bon compte, à la façon des Etats-Unis, ou que - cette motivation étant tempérée par des vigilances syndicales - elle soit renforcée par un welfare parfois généreux, ce dont l'Europe offre maints exemples.

Outre la vingtaine de millions de réfugiés pour faits de guerre et de demandeurs d'asile et hormis les touristes et les étudiants - toutes catégories qu'aucune limite irréfragable ne peut séparer des migrants à la recherche d'un emploi ou d'une moindre misère - ces derniers forment un flux annuel difficilement décomptable qui vient ajouter au stock des immigrés déjà en place. Des estimations raisonnables évaluent ce stock à environ 200 millions d'hommes et femmes, sans compter les migrations intérieures, parfois énormes, comme en Chine. Etant donné les différences de richesse et de population, ainsi que l'inégale porosité des frontières, on doit s'attendre à ce que les flux additionnels continuent de s'accroître, sans être compensés, loin s'en faut, par des retours au pays d'origine, comme il s'en établit quand celui-ci devient attractif.

Il n'est plus de puissances coloniales maîtrisant à la fois les zones de départ et de destination, si bien que les migrations deviennent un enjeu majeur de politique internationale. L'Angleterre et la France le démontrent par l'affaire de Sangatte, le désaccord entre le Mexique et les Etats-Unis qui persiste malgré l'ALENA le confirme, les drames maritimes de la Méditerranée occidentale en soulignent l'acuité. Une ceinture d'abcès migratoires cerne le monde, du rio Bravo aux rivages caraïbo-américains et des contours de l'Europe de Schengen aux rivages espagnols, albanais, turcs et autres, après quoi, effacée par les porosités de l'ex-URSS, la même ceinture réapparaît autour de Hong-Kong et des Etats attractifs du sud et de l'est asiatiques, pour s'achever autour de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, paradis gardés comme le sont les Etats-Unis. L'Afrique n'est pas ceinturée de la sorte, en raison de ses guerres et de la faible densité de ses Etats (n° 12). Des camps de rétention et des patrouilles parfois meurtrières ponctuent cette frontière, activée par un incessant trafic de passeurs équipés d'engins divers. Les politiques fluctuantes des Etats visés par les migrants apaisent ou irritent les abcès locaux qu'aucun baume ne guérira de sitôt.

Les élégantes spéculations des capitaux sans frontières et les misérables aventures des migrants mal encageables sont deux faces d'un même désordre mondial, deux grands chantiers politiques du 21<sup>è</sup> siècle qu'aucun Etat ne pourra maîtriser par lui-même sauf à policer dramatiquement ses accès et ses voies internes.

### (20) - *La pax americana*

La paix à l'américaine n'a pas encore gagné toute la planète. Elle se mêle peu des conflits mineurs et récurrents comme celui qui s'est esquissé en 2003 entre la Thaïlande et le Cambodge. Elle contourne diplomatiquement les guerres internes de la Fédération de Russie et n'avance autour de la Caspienne ou en Transcaucasie qu'à petits pas feutrés. Après sa débâcle somalienne de 1993, elle résiste à la tentation, pourtant croissante, de s'insérer ouvertement dans l'épouvantable lacs des guerres post-coloniales, ethnico-tribales et parfois nationalitaires qui déchirent la majeure partie de l'Afrique sub-saharienne. Ailleurs, elle entretient, plus qu'elle ne les apaise, diverses tensions héritées de la guerre froide, que ce soit la "guerre de la drogue" qui maintient l'Amérique latine sous surveillance active malgré l'affadissement du castrisme ou bien la "protection" de Taïwan qui pérennise les divisions est-asiatiques, mieux que les troupes stationnées en Corée et au Japon.

Ses premières démonstrations ont suivi de peu l'implosion de l'URSS, quand il s'est agi d'assembler les forces qui ont refoulé l'Irak hors le Koweït envahi en 1990 ou quand, durant les années suivantes, les Etats-Unis et leur OTAN se sont engagés sinueusement dans les guerres yougoslaves. Les zigzags hésitants des soutiens apportés à la Croatie, puis à la fraction "musulmane" de la Bosnie et ensuite au Kosovo - sans compter les protections et menaces versatiles qui ont concerné le Montenegro, l'Albanie et la Macédoine - ont certes été influencés par les complexités intrinsèques du guêpier balkanique et par les tergiversations du gouvernement et du Congrès américains. Mais on ne les comprendrait pas pleinement si l'on négligeait leurs aspects "otaniens", car il s'agissait aussi - et par moments surtout - d'assurer la pérennité de l'OTAN après la guerre froide, de bloquer les tentatives d'européanisation de cette alliance et les efforts pour contenir son périmètre d'action dans les limites du traité original, tout en commençant d'engranger le plus possible d'Etats satellites de l'ex-URSS et d'éclats de celle-ci, en accentuant, de la sorte, la subordination de la Russie elle-même.

Les attentats de septembre 2001, à Washington et à New-York, ont renforcé cette évolution tout en la déviant. Il y avait bien une liste de *rogue States* à surveiller et à pénaliser, parce que ces *Etats voyous*, hostiles au leadership américain, étaient en outre accusés, à tort ou à raison, d'entretenir ou de préparer des armes de destruction massive, d'ordre nucléaire, chimique ou bactériologique, en violation de normes internationales avec lesquelles les Etats-Unis prenaient eux-mêmes des libertés qu'ils ne tarderaient pas à élargir. Mais ces Etats - Irak, Iran, Corée du nord - étaient situés loin des rivages américains et ne constituaient pas une menace pressante. Leur traitement pouvait être différé et divisé selon les opportunités stratégiques mondiales et régionales. Les attentats de 2001 - beaucoup plus spectaculaires que les quelques esquisses des années précédentes - appelaient une réponse plus nette et plus rapide, sans parler de sa pertinence sur quoi l'on reviendra (n° 27). La paix à l'américaine s'enrichit ainsi d'attributs nouveaux, explicités par des discours officiels, sinon déjà tous mis en pratique : action unilatérale faute de concours des alliés; utilisation des alliances comme réserves de supplétifs, à défaut de participation communément acceptée; adjonction au réseau des bases terrestres et navales d'appuis additionnels dans les Etats bien situés pour les opérations

projetées, au moyen de fortes pressions politico-militaires et nonobstantnt les opinions publiques locales; enfin, action préventive envisagée par les Etats-Unis comme un droit d'auto-défense...

A ces principes militaires, quelques orientations politiques ont été adjointes, de façon presque aussi officielle, mais d'un moindre coeur : libérer les populations des Etats visés des régimes politiques qui les oppriment; réparer les dommages délibérés ou collatéraux occasionnés par les opérations militaires; aider les peuples ainsi libérés à édifier au plus vite un ordre politique démocratique pour se gouverner souverainement; toutes perspectives qui ont pour prédicat la reconnaissance desdits peuples envers leurs libérateurs.

Les travaux pratiques n'ont pas attendu que cette doctrine soit détaillée en 2001-03, pour se manifester par des opérations militaires ou de police (Indonésie, Philippines, Djibouti, Somalie); par des contrôles portuaires opérés par les services américains, de Singapour au Havre, dans les pays d'où part le gros des marchandises destinées aux Etats-Unis; par des contrôles policiers renforcés, au départ comme à l'arrivée, sur les passagers aériens se rendant en ce pays; par des extraditions requises des pays où des "suspects" sont repérés par des services locaux ou américains; bref par un contrôle aussi serré que possible des populations dont pourraient émaner les terroristes.

Toutefois, les premiers de ceux-ci ayant été identifiés, sitôt après les attentats, comme des Séoudiens accompagnés d'une minorité de ressortissants d'autres pays qualifiés d'arabes ou/et d'islamiques, de grands efforts furent déployés par les diplomates - et même les medias - américains, pour éviter une mise en cause trop directe de l'Arabie séoudite (et pétrolière) et pour noyer de brumes oubliées le rôle que beaucoup de ces suspects avaient pu jouer, sous la houlette de la CIA, dans les opérations militaires d'Afghanistan (contre les Soviétiques qui s'y imposèrent jusqu'en 1989), de Yougoslavie (au cours des années 1990), sans parler des éléments de ces mouvances repérés plus tard dans les maquis algériens et dans divers noyaux politiques d'Angleterre, d'Allemagne, de France ou d'ailleurs<sup>1</sup>.

La doctrine ainsi esquissée supporte mal l'épreuve des faits. Dès sa première application massive, en Afghanistan, la dissymétrie est devenue éclatante, entre une action militaire d'apparence efficace et des suites politiques erratiques. Les dirigeants du gouvernement taliban et du "réseau El Quäida" se sont évanouis dans la montagne pakistanaise d'où sont lancés des attentats contre les troupes américaines, cependant que la reconstruction de l'Etat et de la société tarde à se dessiner dans un Afghanistan où persévère un émiettement tribal ravivé par la guerre anti-soviétique. Appliquée à l'Irak à partir de mars 2003, la même doctrine provoque un profond désordre dans un pays déjà tronçonné en trois parties depuis la guerre de 1991, d'autant que les concours internationaux souhaités par les Etats-Unis tardent à se concrétiser. Et ainsi de suite, selon les particularités des autres sites auxquels la paix à l'américaine étendra ses coups de bélier. En effet, à la différence de l'Allemagne ou du Japon reconstruits après 1945, par des sociétés qui n'avaient perdu que certains supports matériels de leur densité propre (n° 12) et qui les reconstruisirent par leurs propres forces, provisoirement confortées par une aide américaine, les sociétés visées ou visables par la *pax americana* sont beaucoup moins denses et n'ont point acquis un semblable ressort, cependant que la modernité agressive de leur "libérateur" les choque et les désoriente.

Une longue liste de prolongements pourrait faire suite aux guerres d'Afghanistan et d'Irak (2001-03), pour corriger l'affront que l'Iran infligea aux Etats-Unis en devenant khomeyniste

---

<sup>1</sup> Sur l'ensemble des mouvements "islamistes" du 20<sup>è</sup> siècle, voir l'excellent livre de Gilles Kepel : *Jihad - Expansion et déclin de l'islamisme*, Gallimard, 2003

(1979), pour discipliner le Pakistan ombrageux, pour "démocratiser" l'Arabie saoudienne, pour discipliner derechef l'ingrate Turquie, pour mater éventuellement celles des républiques pétrolières d'Asie centrale, héritières de l'URSS, qui commenceraient à broncher, sans compter les cibles situées au delà du Moyen-Orient. Mais le plein épanouissement de la paix à l'américaine ne sera atteint qu'au moment où l'impérieuse polarisation qui la sous-tend sera mise en péril. En effet, la solitude où l'implosion soviétique a laissé les Etats-Unis depuis 1989-91, n'aura qu'un temps. Une Europe qui trouverait les voies et moyens de son autonomie (n° 27), une Chine qui poursuivrait durablement sur sa lancée actuelle, nonobstant d'inévitables aléas, une Russie qui sortirait de ses deux décennies de langueur, et même une Inde ou un Brésil qui continueraient obstinément de se muscler, esquisseraient, de ce fait, une nouvelle bipolarité, si ce n'est une multilatéralité, plus complexe mais plus souhaitable encore.

Les Etats-Unis vont contribuer à cette maturation en raison de leur rôle dans la machinerie du monde actuel (n°17), car leur absolue suprématie militaire va jouer au service de leur supériorité économique, sauf revirement politique majeur (qui aurait déjà pu être l'une des réponses aux attentats de 2001). L'idée que leurs "multinationales", leurs états-majors militaires, leurs élus, leurs ministres, leurs médias se forment de leurs "intérêts nationaux" ne permet pas d'escompter un tel revirement, même si un basculement démocratique pourra conduire, chemin faisant, à plusieurs épisodes où leur supériorité sera mieux tempérée. En tout cas, les autorités américaines se comportent, depuis quelques années déjà, comme si la Chine était leur futur vis-à-vis. Les précautions de type COCOM qui bordent le commerce avec ce pays et les dimensions coréenne et taïwanaise de leur politique sont claires à cet égard. Les chances d'encourager les résistances ouïgoures ou tibétaines sont entretenues. Les attitudes de la Chine vis-à-vis de la Russie, du Japon et de l'Inde sont examinées de près. Bref, la Chine est d'ores et déjà en observation - et n'en ignore rien. Le monde entier devra prendre garde à l'évolution de ce nouveau duo, comme à celle des autres puissances qui acqueront une tournure internationale. Mais il serait vain de spéculer, par un jeu de scénarios, sur les acteurs et le calendrier de ces transformations. En tout état de cause, elles s'étaleront de façon telle que la *pax americana* aura le temps de provoquer tous les effets - généralement ravageurs - que l'on peut attendre d'elle. Elle sera la matrice de maintes guerres "locales".

La difficulté où sont les élites et le peuple des Etats-Unis de concevoir, qu'à l'étranger - d'ailleurs fort mal connu, hors business et tourisme - les autochtones sont chez eux et vivent à leur façon; que les "intérêts nationaux" (ou de plus courte portée collective) dont leurs gouvernements se font les gardiens sont partout de fabrication locale; que les réalités économiques, culturelles et politiques plus ou moins bien réfléchies par ces intérêts n'ont aucune raison de s'aligner spontanément sur les intérêts propres aux Américains; et que, de ce fait, la plus puissante des armadas, ne peut résoudre durablement les conflits d'intérêts entre les Etats-Unis et le reste du monde. Cette difficulté est irréductible.ou, plus exactement, elle ne peut être réduite que par une chaîne infinie de négociations, de compromis, de traités, bref de tâtonnements internationaux, où les positions soutenues par les divers Etats doivent nécessairement composer avec les positions rivales. La plus efficace des méthodes à cette fin serait de secourir les intérêts - non ou peu "nationaux" - des masses immenses dont le niveau de "développement humain" (annexe 6) est lamentablement inférieur à celui des Américains, lesquels doivent donc cesser de penser que la défense et la promotion de leur propre niveau de vie est la clé du bonheur planétaire, alors que c'est seulement le ressort de la *pax americana*.

## (21) - Révoltes et révolutions

Une sorte de *péril jeune* semble frapper l'Afrique ainsi que le Proche et Moyen-Orient, tant l'ampleur des manifestations et des émeutes y est accrue par l'abondance des très jeunes adolescents et adultes. Cette conséquence de l'énorme croît démographique des dernières décennies se marie, en effet, avec un désœuvrement entretenu par le sous-développement économique et elle frappe des générations peu et mal scolarisées. Le péril n'est donc pas dû aux jeunes, mais aux conséquences locales de la machinerie de notre monde. Il n'en est pas moins réel, d'autant que l'émigration ne purge guère ses effets : les jeunes qui émigrent sont plutôt aventureux et formés, ceux qui restent aux pays sont souvent tenus par des liens familiaux et coutumiers dont ils ne peuvent pas se dégager. Les extrêmes de cette misère juvénile s'observent dans celles des guerres africaines où des enfants-soldats sont entraînés. Ailleurs, dans l'ordinaire des guerres et des massacres africains, la pléthore juvénile se manifeste également du côté des massacrés. Ou bien, elle se traduit par le tumulte des combats proche-orientaux, dans le gonflement des milices de toute sorte et par l'abondance des kamikazes.

Le pseudo *péril jeune* n'est pas un facteur premier des crises et des guerres, tant pour le présent que pour l'avenir prochain, car celles-ci prennent leur source dans les divers spasmes de l'économie locale et internationale, comme dans le heurt régional et mondial des "intérêts nationaux" ou de ce qui en tient lieu dans les sociétés encore infra-nationales (n° 19 et 20). Les sociétés qui implosent ou explosent, les Etats qui se délitent ne sont pas les victimes directes d'un surcroît de jeunes, car les régions où ce facteur est omniprésent connaissent des histoires très variées, comme on peut en juger en comparant, par exemple, l'Egypte et le Liban ou la Sierra Leone et le Sénégal.

En fait, les révoltes expriment des tensions sociales que les révolutions exaspèrent jusqu'à bouleverser les sociétés qu'elles traversent et les Etats qui enveloppent celles-ci. Les secousses sismiques des révoltes sont transformées en éruptions volcaniques par les révolutions. Pour suivre cette métaphore, on peut dire des *fronts et frontières* recensés ci-avant (n° 3 et 16) qu'ils dessinent la tectonique des plaques sociales d'où cette sismicité provient. En d'autres termes, ce sont les marques des luttes de classes qui ont façonné l'histoire desdites sociétés. Les particularités régionales de ces luttes sont à observer de près, en se gardant d'importer, d'une région à l'autre ou d'une période à l'autre, des schémas supposés universels.

Ainsi la propriété latifondiaire qui gagne encore du terrain en Amérique latine est en passe de s'y dédoubler par l'extension des zones déforestées, exploitées par des plantations industrialisées, fort différentes des grands domaines hérités de la colonisation, dans lesquels le vieux mariage de la religion, de l'armée et de la propriété se délite, mais où l'abondance des paysans sans terre se maintient, malgré un exode massif vers les bidonvilles urbains. Des anciennes terres ottomanes jusqu'aux Philippines, la grande propriété foncière (d'échelle variable) survit presque partout, mais son poids est très différent, selon qu'elle est redoublée par une organisation quasi tribale de la population (Liban, Syrie, Irak, etc.), ou bien mariée à une religion (comme en Iran où l'hostilité du clergé à la réforme agraire joua un grand rôle dans l'éviction du Shah), ou bien encore, nappée dans un réseau de castes, d'ailleurs très variées, mais souvent trop dépendantes pour soutenir pleinement la réforme agraire longtemps voulue par le gouvernement indien, et ainsi de suite jusqu'aux lointaines Philippines, assez semblables aux ex-colonies espagnoles d'Amérique. De leur côté, les pays très différents où des réformes agraires radicales ont été opérées par des révolutions (Mexique, Russie, Chine, Vietnam, etc) ou par les vainqueurs d'une guerre (Corée, Japon) n'ont pas produit des paysanneries aux caractéristiques partout semblables.

Pour ne pas multiplier les exemples, je laisse de côté les variantes (encore peu étudiées) que les "multinationales" exportent vers les pays divers et nombreux où elles s'implantent plus ou moins durablement, ou - autres exemples non moins divers - les formes imprimées aux classes salariées par l'arrivée tardive d'industries minières ou manufacturières dans des pays où la misère surabonde ou les torsions diverses que le salariat "tertiaire" fait subir aux clans, aux castes et aux autres groupes d'identification collective au sein desquels les "éduqués" sont recrutés. Je ne retiens qu'un dernier cas qui est celui des filières de promotion sociale vers les hauts emplois militaires, administratifs, religieux et vers l'accumulation de propriétés et d'autres richesses, là où les mécanismes du capitalisme et de la république bourgeoise ne fonctionnent pas ou mal. En effet, ces filières qui activent des transferts de classes et qui façonnent le haut appareil d'Etat pèsent lourdement sur le devenir des sociétés.

Tous les pays, même les Etats-Unis, sont exposés au risque d'émeutes dégénérant en révoltes plus larges. Les groupes clandestins porteurs d'une revendication sécessionniste, comme il en existe plusieurs en Europe et en diverses autres régions sont une variante parmi les plus durables. Mais, le plus souvent, les hausses d'impôts ou de prix (comme ceux du pain ou, dans les pays pétroliers, de l'essence, etc), les crises de change, les coupes budgétaires servent de détonateur, à moins que des tensions entre communautés ethniques distinctes ne jouent ce rôle. L'enfièvrement des conflits du travail est également un point de départ fréquent, mais dans les concentrations industrielles plus que dans les domaines ruraux. En outre, des motifs moins affichables peuvent être en cause, par exemple pour capter des trafics clandestins ou pour collecter "l'impôt révolutionnaire". D'autres facteurs, encore, sont à considérer, pour des révoltes qui ne sont presque jamais des amorces de révolution. Plus précisément, il n'est pas d'exemple de révolution qui se soit enflammée presque instantanément. Dans tous les exemples que les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècle ont produit en abondance, une période de quelques mois, voire quelques années, a manifesté une fébrilité sociale multiforme, ponctuée de révoltes encore éparées, mais marquée également par bien d'autres troubles - d'ailleurs variables selon le degré de développement économique et la densité politico-administrative de la société : banditisme rural, piraterie terrestre ou navale, grèves à répétition, manifestations, prises d'otages, attentats, fièvre journalistique, sans compter d'autres accès plus surprenants, telle la recrudescence des pèlerinages, processions et autres rituels religieux localement coutumiers, la prolifération de sectes, la multiplication des "prophètes", etc. Tout ce tumulte, évidemment provoqué par des ébranlements profonds de la société prélude aux "éruptions volcaniques", même s'il n'en est pas toujours le précurseur .

La machinerie du système mondial actuel, presque partout propice aux émeutes et révoltes, est également capable d'engendrer des poussées révolutionnaires, sans qu'il soit possible d'en prévoir les sites, ni les enchaînements premiers. La *pax americana* (n° 20) ne pourra pas les enrayer toutes, ni même souvent. Un rapide tour du monde des révolutions potentielles est démonstratif à cet égard, encore que l'inventaire soit à rafraîchir périodiquement.

Vue de 2003, l'Amérique latine est dotée d'une Argentine proche de l'implosion, d'une Colombie exténuée par trois décennies de guerres où la drogue et révolution s'entremêlent dommageablement, d'un Equateur et d'un Venezuela très fébriles et de divers autres pays mal remis de crises précédentes, voire de révolutions avortées, grâce notamment au tuteur américain.

Au Proche et Moyen Orient, la chaîne des poussées nationalitaires symbolisées par Nasser et ses émules, des longues guerres civiles dont le Liban a été le théâtre principal, des guerres ouvertes ou latentes menées contre Israël ou par ses soins et des interventions de la *pax americana* ne s'est jamais dénouée et semble s'allonger d'une décennie à l'autre dans une région

où, hormis l'Égypte et l'Iran, tous les États sont jeunes, souvent mal assis et gangrenés par des rentes pétrolières très inégales et des "aumônes" guère égalisatrices, mais toujours perturbantes. Ici, comme au Maghreb, la propriété latifondiaire et l'organisation tribale survivent au sein d'États où le gardiennage des masses requiert de grands efforts militaires, rendus difficiles par des sectes, confréries et religions locales, non sans d'âpres compétitions entre elles. Ainsi, du Maroc à l'Iran, presque tout est possible et presque partout, sans qu'on puisse penser que les forces de l'Amérique et de l'Europe puissent durablement assourdir toutes les crises régionales.

A très grands traits, la situation est la même de l'Afghanistan au Bangla-Desh. Les révoltes ouvertes du Népal et de l'Assam sont loin d'être les plus menaçantes. Les séquelles des guerres afghanes, leurs éventuelles contagions en Asie centrale, la poudrière pakistanaise et le conflit du Cachemire mordent sur une Inde immense, amalgamée par le colonisateur anglais et où la politique souvent habile de cette surpuissance régionale ne peut prévenir tous les séismes. A côté d'agglomérations réussies, comme celles des États Arabes Unis, de la Malaysia et, jusqu'ici, de l'Inde, l'empire britannique a légué au monde actuel d'autres agrégats plus fragiles, tels le Nigéria pétrolier et chaotique et la République sud-africaine où l'heureux traitement des crises de l'apartheid a peut-être consolidé le pays, mais ne l'a certainement pas immunisé contre tous les risques.

Quant au reste de l'Afrique, on ne peut le croire abrité des poussées révolutionnaires par la fréquente dérivation guerrière des conflits qui y mûrissent, car aucune frontière étanche ne sépare la révolution de la guerre, ni du sous-développement : l'histoire de la Russie et de la Chine conforte cette double assertion. Aujourd'hui, ces deux derniers pays, travaillés l'un par une difficile reconversion économique et politique et l'autre par une énorme croissance économique qui tarde à irriguer le pays tout entier, pourraient être, l'un et l'autre, le terrain de nouvelles révolutions, encore que les épreuves subies au 20<sup>e</sup> siècle ont peut-être poussé des racines profondes dans leurs cultures respectives.

En Asie du sud-est, où l'agrégat indonésien appelle les mêmes remarques que ses homologues britanniques et où les Philippines présentent à peu près les mêmes vulnérabilités que l'Amérique latine, les Indochines étalées du Myanmar au Vietnam semblent toutes fragilisables, encore que de nombreuses tentatives révolutionnaires s'y soient engluées au temps de la guerre froide.

A quelques Corée(s), Caraïbes et Océanie près, il reste le centre du monde où, de Vancouver à Helsinki, on se croit volontiers à l'abri des secousses majeures, même si de Seattle à Gênes on a déjà vu s'y manifester les premiers "refus de la mondialisation", auxquels le Japon s'est associé par des campagnes écologiques. Mais l'Europe de 1848 pourrait rappeler que la Terre peut trembler au cœur des zones riches

Aucun pronostic daté et situé ne peut être formulé quant aux prochaines crises révolutionnaires. Le fait qu'il existe, aujourd'hui, moins de partis révolutionnaires qu'au 20<sup>e</sup> siècle et qu'ils soient moins vindicatifs n'autorise aucun pronostic négatif, tant il est vrai qu'aucun des partis révolutionnaires du passé n'a réellement produit la révolution qu'il visait - à l'exception, d'ailleurs très discutable, du parti bolchevique de Lénine. Mais il est également vrai que toutes les révolutions ont produit des cohortes de révolutionnaires, à mesure que leurs péripéties se déployaient et qu'elles ont trouvé une bonne partie de ceux-ci dans les loges, comités, cénacles, associations, syndicats, partis et même églises là-présents. Les survivances des II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et IV<sup>e</sup> Internationales se trouveront prises, le cas échéant dans le tourbillon de nouvelles révolutions, aux côtés des embryons divers que l'anti-mondialisation

fait germer, comme des ONG les plus motivées, et des multiples néo-révolutionnaires que l'évènement tirera d'un peu partout.

## (22) - Quelques garde-fous autour du marché ?

A l'orée du 21<sup>e</sup> siècle, notre système mondial est gros de guerres, de révolutions et de crises économiques (n° 19 à 21) que la *pax americana* et la décadence du capitalisme d'Etat rendent plus menaçantes qu'à l'époque de la guerre froide. Elles pourraient même s'enfler en un cycle comparable à celui qui ravagea le monde des années 1910 à la fin des années 1940. Néanmoins, il est probable que les Etats, héritiers de traditions interventionnistes, mûs par des forces sociales tumultueuses ou engagés dans des tentatives novatrices, s'efforceront d'écartier certains de ces périls. Dire lesquels et comment serait prendre un pari sur des évènements à venir, mais une autre approche est possible. Elle revient à examiner les projets de toute sorte qui se heurtent actuellement à la résistance des classes possédantes, des gouvernements conservateurs et d'autres intérêts bien enracinés, mais que l'acuité des drames nouveaux rendrait moins irréalisables. Je m'en tiendrai aux projets d'ordre économique, politique ou culturel dont la mise en oeuvre aurait une portée mondiale, en écartant provisoirement toute hypothèse sur les politiques nouvelles que l'évènement pourrait faire sourdre.

Dans l'ordre économique, il faut évidemment commencer par l'OMC et le FMI qui sont devenus les chiffons rouges de toutes les manifestations anti-mondialisation. Les 142 membres actuels de l'OMC (dont la Chine et Taïwan) sont engagés dans un cycle de négociations qui devrait se conclure en 2005. Ils pourraient être rejoints, d'ici là, par certains des trente pays candidats, notamment la Russie, l'Arabie, l'Algérie, etc. Cette agence ne reniera certes pas son credo libéral pour faire droit aux demandes de la CNUCED dont le *Rapport 2002* propose diverses réformes visant à sortir du "piège international de la pauvreté", Mais on peut penser que seront entendues les observations de Stern<sup>1</sup> sur l'agriculture et le textile qui forment près de 70 % des exportations des pays pauvres et qui coûtent aux contribuables des pays riches plus de 300 milliards de \$ par an (pour la seule agriculture), soit un montant supérieur au total de l'aide internationale procurée par ces mêmes pays. D'autant que *La grande désillusion* de Stiglitz<sup>2</sup> élargit cette critique, car l'ex-économiste en chef de cette même banque s'en prend aussi bien aux "injustes lois du commerce" qu'aux errements de la finance internationale.

On peut donc s'attendre à ce que les industries protégées du textile et de l'habillement soient exposées à une concurrence plus ouverte et, surtout, à ce que les protectionnismes agricoles, diversement agencés, des Etats-Unis, de l'Europe et du Japon soient démantelés. Dire en combien de temps, c'est formuler une hypothèse sur les manoeuvres de retardement que les ensembles rivaux (les trois protégés et le groupe de Cairns, avocat des "pays neufs" à cultures industrialisées) livreront à propos des OGM et des normes de l'OIT, de la FAO, de l'OMS, etc. Savoir si l'issue sera pleinement favorable aux pays pauvres est incertain. Mais la PAC européenne ne pourra vraisemblablement survivre plus d'une ou deux décennies qu'en s'ajustant aux seuls besoins des micro-agricultures artisanales de qualité, tandis que les cultures et élevages hyper-industrialisés des Etats-Unis, de l'Europe et de leurs émules seront exposés à une sévère compétition.

---

<sup>1</sup> Directeur général de la Banque Mondiale

<sup>2</sup> Fayard, 2002

D'autres évolutions viendront déranger les marques et brevets des industries pharmaceutiques qui entravent les politiques de santé publique, ainsi que les autres protections qui heurtent de front les rares intérêts que les Etats jugeront supérieurs à ceux du commerce. Leur liste dépendra des luttes sociales concernées et des conflits et alliances des grandes puissances commerciales. De leur côté, les combats déjà noués autour des marchandises qui servent de support à des "produits culturels" conduiront sans doute à des issues variées, selon que l'enseignement, les arts et lettres, les croyances religieuses, les bonnes moeurs et diverses autres valeurs seront ou non rangées aux côtés de la santé et de l'hygiène.

La recherche de tels garde-fous interférera avec le vaste problème des services lesquels désignent les marchandises immatérielles (n° 1) ou peu dépendantes des supports matériels qu'elles utilisent (le tableau noir n'est pas l'école, etc). Traiter ces services comme des marchandises à libre commerce reviendrait donc à exposer toutes les cultures à des invasions sans frein, ce que très peu d'Etats (et de peuples) peuvent accepter. Mais que freiner et comment ? De multiples "multinationales" surmultipliées par d'habiles lobbies s'emploient à écarter des limites coutumières, renforcées par des politiques plus ou moins adroites. Savoir dans quel sens ces fronts (n° 16) seront déplacés fera l'objet de débats souvent repris.

Les projets qui mûriront à l'OMC dépendront certes des pressions exercées sur cette agence internationale, mais aussi de son évolution institutionnelle propre. Son nouveau directeur général, le Thaïlandais Supachaï Panitchipakdi, imposé malgré les réticences américaines, a pris ses fonctions, en 2002, en mettant l'accent sur "les besoins et intérêts des pays en développement". Ce qui pourrait conduire à une transparence accrue des débats et des litiges, encore que les Etats répugnent à montrer leurs cartes dans des négociations-poker et des panels juridictionnels que des lobbies, des syndicats et maintes ONG tentent d'influencer, avec des moyens très inégaux. La clarté y gagnera-t-elle ? accélèrera-t-elle le traitement d'abus discrétionnaires comme ceux des Etats-Unis levant des droits prohibitifs sur les importations d'aciers provenant de pays aptes à concurrencer une sidérurgie américaine vieillissante ? Des progrès peuvent être escomptés, mais ils seront partiels et fragiles, tant les pays riches - et non les seuls Etats-Unis - répugnent à des contrôles juridictionnels trop autonomes et à ciel ouvert.

Les services requis par l'investissement international sont produits par des banques, des bourses, des assurances et leurs satellites qui traitent du juridique, du fiscal, de l'audit, etc. Laisser la bride sur le cou à ces multinationales alourdirait la dépendance envers les centres financiers nord-américains, des appareils d'Etat concernés par l'impôt, le crédit et la monnaie. Quelques freinages prometteurs se dessinent donc en ces domaines. Ils sont à apprécier en examinant les chances d'évolution du FMI, de la Banque Mondiale et de ce qui s'ensuit. Ces chances sont un peu plus grandes que dans le domaine de l'OMC, parce que les périls financiers sont particulièrement préoccupants pour les Etats qui ne peuvent pas s'en remettre totalement au libre jeu du marché. Les troubles fiscaux liés aux péripéties monétaires, les désordres économiques provoqués par les crises financières et les révoltes populaires contre les "plans d'austérité pour rétablir la confiance en une monnaie défailante" menacent leurs gouvernements. Néanmoins, la résistance des banques et des bourses arc-boutées sur leurs bastions new-yorkais demeurera tenace et rusée. On ne peut pas compter sur de grands secours à provenir de la Banque Mondiale, malgré les revirements théoriques qui s'y dessinent, comme on l'a noté plus haut. Au contraire, la suppression pure et simple de cet organisme qui empiète sur des tâches bancaires "normales" pourrait être une nouvelle fois recherchée, comme elle le fut au début de l'ère Reagan. Les réformes du fonctionnement boursier sont plus probables, en raison des dégâts provoqués, à New-York, par les turpitudes que l'affaire Enron et ses suites ont révélées en 2002. Outre les amendes qu'elles ont déjà accepté (pour éviter procès et enquêtes), les banques se résigneront notamment à un

durcissement des fonctions d'audit et de certification des comptes, à une séparation des métiers d'analyse financière, de marketing boursier et d'ingénierie financière et à quelques autres retouches de cet ordre. Mais le renforcement des moyens humains et financiers des organismes de contrôle, aux Etats-Unis comme ailleurs, n'ira pas sans mal, car il s'agit, pour l'Etat américain et ses homologues, d'imposer leur volontés aux banques et aux bourses, alors que le courant du capitalisme monopoliste (n° 4) coule normalement dans l'autre sens.

Le FMI lui-même ne sera guère affecté par ce modeste réformisme, car il persévèrera dans son rôle de bouclier des prêteurs internationaux et d'assembleur de "plans de secours" (formés surtout de crédits bancaires) à destination des pays à monnaie effondrée. Toutefois la pression qui s'enfle, depuis plusieurs années déjà, pour que les prêteurs aux comportements "purements spéculatifs" qui fuient comme des moutons de Panurge au moindre péril, pourrait aboutir à une certaine réforme. Comment ? Un Etat peut définir ce qu'est, pour son économie, la limite à partir de laquelle les entrées-sorties de capitaux étrangers deviennent spéculatives. Le Chili, la Malaysia et quelques autres pays l'ont déjà fait, mais le FMI est incapable de fixer, à ce propos, une norme générale qui briderait banques et bourses, car la place de New-York dont il dépend ne le permettrait pas. Il pourrait néanmoins se résigner à ce que des Etats de plus en plus nombreux prennent ainsi leurs intérêts en mains. Par ailleurs, il ne pourra faire aboutir les projets d'extension de la faillite commerciale aux Etats défaillants, car cette idée, naïvement promue par la nouvelle représentante de l'administration Bush à la direction du FMI, a été rapidement ensablée par les banques. Qui dit faillite, dit concordat, report des créances, abandon partiel de celles-ci - ô douleur des bilans bancaires - cependant que le traitement des Etats "faillis" suppose des ingérences dont l'histoire du Mexique ou de la Turquie au 19<sup>e</sup> siècle a montré les périls. Ni le Pentagone ni le Département d'Etat de la *pax americana* ne semblent prêts à renouveler cette expérience. Les pressions du FMI pour imposer en tous pays les normes bancaires occidentales et l'installation des banques américaines et autres sont mal reçues en Asie. D'autres Etats les freineront aussi, car les bavardages sur "la bonne gouvernance" bancaire ne peuvent convaincre qui connaît les scandales financiers de New-York. En ira-t-il de même pour le maintien des banques publiques qui existent encore dans divers Etats et pour le renforcement des banques publiques internationales (émules régionales de la Banque Mondiale) où les Etats-Unis se sont partout immiscés et qu'ils cherchent souvent à canaliser étroitement ? Ici encore, la vigueur des réactions étatiques pourrait inverser plus ou moins cette tendance.

Au total, il semble que les transformations potentielles de la finance et du commerce seront modestes. Encore faudra-t-il que des secousses économiques et des forces sociales viennent empêcher les Etats et les agences internationales de s'assoupir dans le statu quo. On est loin, en effet, de voir mûrir des projets qui serviraient directement à la dynamisation des économies, au désendettement radical des pays pauvres, à l'aide massive à leur développement, etc. Loin également d'une réelle mise en cause des "paradis" bancaires et des autres grands leviers de la fraude fiscale ou des turpitudes financières. Il faudra assurément des séismes plus puissants qu'à l'accoutumée pour éveiller de nouvelles ardeurs réformatrices, c'est-à-dire pour entourer le marché de garde-fous abritant les peuples et les Etats de ses embardées dommageables, voire catastrophiques.

### (23) - *Quelques boucliers, mais contre quoi ?*

Le bouclier nucléaire, souvent évoqué au temps de la dissuasion réciproque, était un bouclier anti-soviétique. Le traité de non-prolifération (1968) a tenté de réserver son usage aux seuls membres permanents du Conseil de Sécurité, en faisant mine d'ignorer

l'arsenal israélien, mais à la différence de divers renonçants plus ou moins tardifs (Argentine, Brésil, Afrique du sud, républiques non-russes de l'ex-URSS), plusieurs pays se sont glissés dans le club des nucléarisés et commencent à s'exercer à l'art de la dissuasion, chantages compris (Inde, Pakistan, Corée du nord). Quelques autres pays frétilent à la porte du club, tel l'Iran, tandis que de grandes puissances comme l'Allemagne et le Japon se font gloire d'ignorer cet armement - dont les Etats-Unis disposent sur leur territoire ou à son voisinage - mais ils pourraient s'en équiper en peu de mois, si besoin était, tout comme le Canada, la Suisse ou d'autres pays industriels. Bref, le bouclier nucléaire se répand et il a jusqu'ici fait preuve de réelles vertus dissuasives. Toutefois, la prolifération des fusées à moyenne, puis à longue portée est venue bousculer les équilibres dissuasifs, du moins si l'on en juge par l'envie américaine de créer un bouclier anti-missiles. Les armes chimiques et biologiques ne peuvent être concernées par ce dernier projet qui a d'ailleurs été ridiculisé par les attentats-au-Boeing de septembre 2001. Nul n'a encore évoqué la création d'un bouclier anti-terroristes, la métaphore de la croisade étant désormais à la mode. En fait, la vieille dialectique du glaive et du bouclier n'a pas fini de rebondir et le complexe militaro-industriel américain et ses émules en divers pays pourront continuer d'être inventifs, sans bénéfice durable.

Le bouclier onusien dont les vertus n'ont jamais été grandes et qui a souvent été éclipsé depuis sa création, reprend néanmoins du service quand il s'accorde bien aux stratégies de quelques puissances, dans une conjoncture internationale tendue, mais encore ouverte. Il serait déraisonnable de penser que les sursauts du Conseil de Sécurité depuis 1990 préfigurent un renforcement de l'ONU, car les Etats-Unis et Israël ne sont pas seuls à dédaigner ses résolutions. Ni ce Conseil, ni l'Assemblée Générale de l'ONU ne disposent des capacités militaires et économiques qui leur donneraient du poids. Leurs interventions sont donc d'ordre symbolique, sauf le cas où quelques grandes puissances choisissent d'agir (militairement ou/et humanitairement) sous couvert de l'ONU ou, à l'inverse de freiner les interventions américaines.. Les péripéties de la crise américano-irakienne de l'hiver 2002-3 ont ragaillardé le Conseil de Sécurité, mais l'entrée en guerre de la coalition américano-britannique, sans son aval, a provisoirement annulé ce regain. En fait, tout dépendra de l'acuité des crises nouvelles où la *pax americana* entraînera les Etats-Unis et leurs alliés du moment et de l'évolution des rapports de forces entre les tout-puissants Etats-Unis et les puissances de naguère (et de demain...). Quels que soient les projets formulés par des pays comme la Suède, le Canada ou l'Inde et par maintes ONG, notamment pour élargir le Conseil (ce qui suppose une difficile réforme des statuts de l'ONU), aucun progrès essentiel n'est à attendre de ce côté, tant que la machinerie du monde actuel n'aura pas été suffisamment modifiée. La *pax americana* est tout, sauf une paix onusienne.

A considérer directement les puissances elles-mêmes, quelques espoirs se laissent entrevoir. Il est possible que la *pax americana* irrite et inquiète diverses puissances dont la densité (n° 12) suffit pour leur assurer quelques capacités de manoeuvre. Ainsi, par exemple, dans le nord-est asiatique que la Corée du nord agite à sa manière, la préférence de la Corée du sud pour une pacification de sa voisine, jointe à une avance prudente vers une réunification souple (et moins onéreuse que celle de l'Allemagne) est évidente. Si elle dérange les Etats-Unis, elle semble, en revanche, ne pas trop inquiéter la Chine et la Russie, ni même le Japon. De son côté, la Chine détend ses rapports avec Taïwan en s'ouvrant à des flux financiers et marchands plus efficaces que ses essais balistiques, cependant que le précédent de Hong-Kong rend un rapprochement politique de moins en moins inquiétant. Non sans péripéties parfois majeures, on peut donc

s'attendre à un allègement du poids politico-militaire des Etats-Unis dans cette région, mais selon un rythme plutôt décennal.

Un examen détaillé des perspectives ouvertes en Asie du sud-est ou même en Russie ferait apparaître d'autres atténuations possibles de l'emprise politique américaine, ce qui n'est pas le cas en Asie du sud où l'apprentissage pakistano-indien de la dissuasion prendra du temps et où les ondes de la guerre d'Afghanistan (2002) sont loin de se calmer. Les tumultes du Proche et Moyen-Orient qui n'ont jamais cessé depuis 1945 donneront aux Etats-Unis maintes occasions de manoeuvre, même s'il est douteux que leurs vastes et vagues projets de "démocratiser" toute cette région, après leur guerre contre l'Irak, aient une chance sérieuse d'éteindre les volcans locaux.

L'Europe qui poursuit depuis plus de quarante ans une intégration économique désormais bien avancée et une intégration politique dont le cheminement est beaucoup plus tortueux, offre deux types très différents de boucliers politico-militaires : l'OTAN et l'OSCE. L'OTAN qui fût longtemps son bouclier anti-soviétique et son corset pro-américain peine à survivre depuis 1990. Outre son extension vers l'est (n° 20), elle s'est inventé une théorie de "l'interopérabilité" qui tente d'associer la compatibilité des forces nationales qu'elle assemble avec la quasi-obligation d'acquérir des matériels américains de plus en plus sophistiqués, tandis qu'un assouplissement de cette théorie vise à rendre utilisables sans délai les troupes mal équipées des nouveaux venus. Mais utilisables où et comment ? De longues tergiversations ont précédé l'intervention de l'OTAN dans les guerres yougoslaves des années 1990, d'autant qu'il s'agissait aussi de bloquer les progrès d'une force européenne logée en son sein. De plus discrètes querelles ont accompagné les poussées américaines visant à otaniser un champ d'action débordant des limites fixées par le traité d'origine. De vives disputes ont précédé sa mobilisation comme auxiliaire de la 2<sup>e</sup> guerre américaine du Golfe (2003). Quel que soit le détail de ces soubresauts promis à un bel avenir, l'inclusion de l'OTAN dans l'organigramme mondial des forces américaines est de plus en plus contestée. Une lancée est prise qui pourrait en peu de décennies faire s'évaporer cette alliance sous hiérarchie américaine. Alors seulement l'autonomisation complète des ressources militaires et des initiatives d'une Europe gardant suffisamment d'unité serait une transformation prometteuse du système mondial (n° 27).

D'autant que cette Europe a construit, après le traité d'Helsinki (1975), une Organisation pacifiante qui est une nouveauté à première vue improbable, mais riche de potentialités. Le traité visait seulement à sacrifier les frontières européennes d'après 1945, ce à quoi l'URSS tenait beaucoup et l'Allemagne assez peu (mais la réunification d'après 1989 donna presque toute satisfaction à cette dernière). Pour enrichir cette consécration des faits accomplis, le traité institua une Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) qui géra utilement les mesures de mise en confiance et de désarmement progressif et partiel qui venaient d'être décidées. Mais, à la demande des Etats-Unis qui craignaient l'autonomisation de cette Conférence de diplomates, la CSCE fit place, en 1991, à une Organisation permanente (OSCE) moins difficile à aligner sur l'OTAN. Pourtant l'OSCE, pacificatrice de divers conflits, n'est pas totalement fidèle à l'OTAN guerrière. Elle poursuit une existence utile, mais à bas régime, y compris dans le contrôle des élections chez les nouveaux venus à l'OTAN et même dans la lointaine Transcaucasie. Malgré ces errements, l'OSCE pourrait, tout comme la Force d'intervention européenne (présentement "domiciliée" dans l'OTAN) s'affirmer, aux côtés de l'Union européenne (UE) et de la Banque centrale européenne (gestionnaire de l'euro) comme l'un des piliers d'une Europe redevenant européenne.

En outre, une telle évolution, aussi lente et progressive soit elle, pourrait encourager les efforts de l'Asean (Asie du sud-est) et du Mercosur (Amérique latine) pour asseoir leur autonomie, ce qui élargirait la transformation partielle de la machinerie mondiale, laquelle sera une entreprise de longue haleine, sauf ressauts aujourd'hui imprévisibles. Certains de ces ressauts pourraient provenir d'Etats auxquels leur dimension et leur densité actuelles donnent déjà un poids considérable dans les affaires mondiales, aux côtés de la Chine en plein essor et de la Russie renaissante : Inde, Brésil, Indonésie, etc. Mais il faudrait une action audacieuse pour anticiper ces lents changements. Par exemple une réforme du G8 (plus facile que celle du Conseil de Sécurité ou d'autres rouages onusiens), réforme que les Etats-Unis n'accepteront pas de grand coeur, mais à laquelle ils s'adaptent si elle prenait tournure.

Ainsi se conforterait l'effet des transformations européennes couronnées par l'OSCE : le système mondial commencerait à s'équiper de boucliers anti-guerres, voire de boucliers protecteurs du développement.

#### (24) - *Quelques avancées culturelles ?*

Dans l'ordre culturel, les grands projets de réforme n'ont pas de cible mondiale majeure. Ils se fragmentent entre Etats, ricochent sur diverses institutions comme l'UNESCO qui n'en peut mais (avec son petit milliard de \$ comme ressource annuelle) et s'enlisent un peu partout. Néanmoins, des aspirations fécondes se font jour en ce domaine où elles sont si nombreuses et variées que l'on risque d'en méjuger. Qu'elles semblent d'ordre sanitaire ou éducatif, qu'elles soient centrées sur l'habitat ou l'alimentation, etc., toutes procèdent d'une exigence civilisatrice, au sens qu'Elias donne à ces termes. Toutes sont donc aptes à enrichir les cultures des sociétés concernées (n° 9).

Beaucoup d'ONG s'emploient à moderniser la philanthropie. Quelques Etats les soutiennent de temps à autre. Parmi leurs démarches de portée mondiale, le cas des maladies délaissées par la recherche médicale et pharmaceutique ou les secours aux victimes de catastrophes (naturelles ou non) valent d'être soulignés. Les premiers dérangent utilement les routines de l'OMC, de l'OMS et même de la FAO, ce qui pourrait faire naître de nouveaux garde-fous contre les risques du tout-au-marché : la question des médicaments génériques anti-sida est exemplaire à cet égard (n° 22). Les seconds préfigurent une obligation de solidarité internationale qui devient coutumière dans un ensemble comme l'Union européenne et qui déborde déjà sur le droit maritime, la sécurité aérienne, l'organisation des transferts ferroviaires. Rien n'est encore solidement acquis en ces domaines, mais de vives poussées se font sentir. L'idée d'un effort collectif pour endiguer le Gange et le Brahmapoutre qui font chaque année d'énormes ravages pendant la mousson est encore une pure utopie. Elle pourrait devenir un prototype de la grande prévoyance mondiale.

La famine et la malnutrition sont déjà considérées comme des scandales et le remplacement de leur dénonciation verbale par des actions concrètes gagne du terrain : beaucoup d'ONG s'en soucient, maints Etats commencent à être concernés et la Banque Mondiale, elle-même, en vient à hisser ce risque - comme celui des épidémies - au rang des priorités à satisfaire par les programmes de développement qu'elle finance. Ici non plus, les discours vertueux ne sont pas encore convertis en actions méthodiquement étendues et répétées, mais l'idée qu'il s'agit là d'un devoir mondial pousse de fortes racines en toutes directions, jusques et y compris dans les débats sur la déprotection des

agricultures industrielles ultra-subsventionnées (n° 22), car l'alibi de la "faim dans le monde" cède le pas à la recherche d'une extension de l'autosuffisance alimentaire à la plupart des pays.

A en juger par le *World Education Forum* de Dakar, en 2000, l'analphabétisme devient lui aussi un scandale, au même titre que les épidémies insoignables en raison du coût exorbitant des médicaments. Le fait qu'à cette date, un cinquième de la population mondiale soit totalement analphabète a été ressenti comme un péril grave, parce que cette moyenne mondiale à résorption lente ne souligne pas suffisamment la situation dramatique de trois régions : l'Asie du sud, le monde arabe du Maghreb au Moyen-Orient et l'Afrique subsaharienne. Ici, en effet, 30 % des hommes et 50 à 55 % des femmes sont analphabètes, ici vivent la plupart des 120 millions d'enfants (dont 80 millions de filles) qui ne fréquentent pas du tout l'école. L'UNESCO affiche le projet de réduire le taux mondial moyen d'analphabétisme de 20 à 15 % d'ici 2015 et souligne que cet objectif ambitieux sera d'atteinte difficile, car la scolarisation (surtout des filles) se heurte encore à de nombreux blocages, cependant que la formation et l'entretien d'un effectif suffisant de maîtres est très délicate dans des pays pauvres où les adultes sont en minorité. A juste titre, la Banque Mondiale considère que l'aide au développement doit aider à rompre les cercles vicieux qui se nouent entre le surcroît potentiel d'élèves, la rareté des maîtres, la surnatalité persistante et les déficits en main-d'oeuvre qualifiée. Mais toutes ces sages résolutions se heurtent non seulement aux pénuries humaines et financières des nombreux pays concernés et à leurs réticences traditionnelles, mais aussi à la déperdition de l'aide dans des Etats mal organisés. Aucune instance coordinatrice - onusienne ou autre - n'est à même de réduire la prolifération des "consultants" ou les double emploi entre ONG plus ou moins rivales qui gaspillent une partie de l'aide fournie à ces Etats.

Au reste, l'éradication de l'analphabétisme n'est que la première étape d'un long chemin au terme duquel les populations, à peu près bien scolarisées des pays riches, explorent de tout autres difficultés, depuis quelques décennies déjà : celles qui naissent de systèmes éducatifs fortement marqués par des traditions élitiques qui peinent à se transformer. En effet, les études poussées jusqu'à 16-18 ans au moins, y deviennent la norme commune (et nullement élitique), tandis que les méthodes fondées sur la leçon magistrale, la documentation livresque et la performance individuelle perdurent dramatiquement. En réalité, une révolution scolaire, amorcée au 19<sup>e</sup> siècle en Europe, peu à peu élargie au monde entier durant le 20<sup>e</sup> siècle, tend au 21<sup>e</sup> siècle à se parfaire quantitativement, sans avoir déjà mûri qualitativement. Autant dire que cet immense chantier requerra encore beaucoup de persévérance et d'invention, sans compter les aides massives sans lesquelles son progrès mondial s'enrayerait, comme il s'est déjà embourbé en maints pays pauvres, notamment dans les trois zones précitées.

Un regain d'aide est effectivement envisagé, non point par les pays riches, mais par certaines organisations internationales. On le sait, l'aide américaine déborde peu des pays qui, comme Israël, l'Egypte et la Jordanie, voient récompenser leur fidélité à Washington. L'aide européenne se centre surtout sur les anciennes colonies et - hormis les Pays-Bas et la Scandinavie - elle est loin d'atteindre les objectifs fixés par l'OCDE et le G7. L'aide japonaise est un peu plus substantielle et cible l'Asie avant tout, où elle soutient les efforts commerciaux nippons, non sans présenter aussi - tout comme l'aide allemande à Israël - certains traits d'une aumône pénitentielle. Substituant le prosélytisme religieux à la pénitence, l'aide de l'Arabie, enfin, est une aumône rituelle qui produit plus de mosquées que d'écoles, sans parler du terrorisme comme les Etats-

Unis le soupçonnent. L'aide utile à la santé, à l'alimentation et à l'éducation vient principalement des organisations internationales spécialisées (UNESCO, UNICEF, OMS, HCR, UNRWA, etc.), et elle est renforcée par l'*International Development Association* (IAD) qui est un satellite de la Banque Mondiale. En 2002, les 39 pays, cotisants volontaires de cette association, ont fourni 13 milliards de \$. L'ensemble est loin de répondre à l'immensité des besoins. Vers la fin de la guerre froide, Léontiev avait calculé le supplément de croissance mondiale que l'on pourrait attendre d'un réemploi partiel des énormes dépenses militaires de l'époque, mais aujourd'hui, seules les ONG gauchistes suggèrent que le budget militaire américain<sup>1</sup> serait plus utile (y compris contre le terrorisme), s'il était partiellement reconverti.

Toujours est-il que, malgré l'insuffisance de l'aide internationale, la faim et la maladie sont partiellement combattues, tandis que la scolarisation poursuit, vaile que vaille, sur sa lancée centenaire. Le projet d'accélérer cet élan est tout-à-fait louable, s'il prend corps. Mais il faut en apprécier exactement la portée. Il en va de la scolarisation, comme du défrichage par lequel les sociétés ont arasé, déforesté, drainé ou irrigué des terres et les ont vidées des animaux sauvages, pour les cultiver et y bâtir villages et villes. C'est un énorme travail civilisateur, mais ses effets mûrissent très lentement, au rythme multi-séculaire des générations qui échappent, l'une après l'autre et toujours partiellement, à leurs routines traditionnelles. D'autant plus lentement que, des Etats-Unis jusqu'à l'Afrique profonde, aucun pays n'est indemne des déviations de la scolarisation à des fins religieuses jamais modernisatrices ou à des fins politiques d'endoctrinement. Donc, il ne faut pas escompter des transformations miraculeusement rapides de la machinerie du monde actuel qui seraient dûes à cette bienfaisante évolution. Il faut savoir que l'inertie des cultures n'autorise qu'un lent glissement de celles-ci (n° 9).

Par contre, la création éventuelle de quelques garde-fous autour du marché (n° 22) ou de quelques boucliers effectivement pacifiants (n° 23) pourrait produire des effets culturels, certes moins profonds, mais assurément plus rapides. Encore faut-il éviter d'en surestimer la portée. Le système mondial en vigueur est robuste et bien défendu, les forces sociales et politiques aujourd'hui disposées à le réformer de ci de là ne pourront pas le modifier substantiellement, sauf à recevoir les renforts que de graves séismes sociaux pourraient éventuellement leur procurer.

A moins que les plus lucides de ces forces sachent explorer des voies nouvelles de transformation sociale dont certaines ont été entrevues ci-avant et qu'il s'agît maintenant d'éclairer autant que faire se peut.

---

<sup>1</sup> Qui sera au minimum de 500 milliards de \$ en 2003, guerre d'Irak comprise.